

L'éditorial du Guardian: Nous devons rester fermes après les attaques de Paris

ON NE DEFEND PAS SES IDEAUX EN LES DEMONTANT. L'EUROPE DOIT RESTER UN LIEU DE LIBERTE, DE REFUGE ET DE RESOLUTION SANS FAILLE.

Avant d'évoquer quoi que ce soit d'autre, parlons des victimes. Au milieu du bruit qui suit un épouvantable acte de violence, au milieu du vacarme des débats et des argumentaires, il est facile de ne plus entendre la seule douleur de l'événement. [Paris](#) déplore la perte d'au moins 132 personnes qui, ce vendredi, se livraient à des activités inoffensives et heureuses: manger ensemble, regarder ensemble un match de football, écouter de la musique ensemble. Ils sont morts aujourd'hui, assassinés dans des circonstances absolument terrifiantes. Les survivants, les blessés, les Français tous ensemble, déjà blessés par les attaques meurtrières de Janvier, sont sous le choc. Dans leur perte, leur deuil, leur douleur, nous sommes avec eux.

Le Président Français a répondu aux tueries parisiennes en les qualifiant de déclaration de guerre. Cela semble incontestable. Parler des tirs et des bombardements de vendredi soir comme de simples crimes, comme s'ils n'étaient qu'une suite de meurtres commis par des gangs urbains, passe à côté de quelque chose d'important. Ces meurtres ont été coordonnés, méticuleusement planifiés et, selon des témoins visuels, effectués avec une précision froide et militaire. François Hollande n'a pas, pour rien, parlé de confrontation avec « l'armée » d'EI (Etat islamique).

Et même si EI voulait réellement que cette nuit de massacre soit une déclaration de guerre, cela ne signifie pas que la [France](#) – ou le reste du monde – doive lui retourner le compliment. Parce que cela serait en effet un compliment. Déclarer la guerre à EI reviendrait à le flatter, lui accorder la dignité qu'il recherche avidement. Ce serait lui accorder le statut d'Etat, qu'EI revendique mais ne mérite pas. Cela reviendrait à confronter cette organisation meurtrière selon des termes qu'elle choisit elle-même, plutôt que selon nos propres termes.

De plus, ce type de rhétorique a un passé récent malheureux. En 2001, George W Bush a également étiqueté 9/11 comme une déclaration de guerre. Mais ce registre de guerre, autorisant implicitement son lot de mesures extrêmes, a conduit les USA et leurs alliés à prendre plusieurs décisions désastreuses.

Leur impact se ressent aujourd'hui encore, presque 15 ans plus tard. On peut inclure dans cette catégorie la chute orchestrée de l'Irak et l'incubation d'EI qui s'en est suivie.

Le vocabulaire de guerre pose un autre problème également: qui en est réellement partie prenante? M. Hollande parlait au nom de la France. Mais le massacre de Paris fut également perçu comme une attaque contre l'Europe, y compris contre les valeurs européennes. Il est clair qu'EI ne se confine pas à cette cible, car il attaque tous ceux qui tentent de faire barrage à son appel destructif à la haine sectaire. Jeudi dernier, une bombe a tué 43 personnes à Beyrouth. Le lendemain matin, un kamikaze a tué 18 personnes à Bagdad. Les deux attaques ont été attribuées à EI. Et il y a à peine quinze jours, un avion russe transportant 224 personnes a été détruit en vol dans le ciel égyptien, à nouveau, apparemment, un acte d'EI ou de ses affiliés. Et il ne faut pas oublier que les victimes les plus nombreuses d'EI ne sont pas des Occidentaux mais les musulmans qui ont la malchance de vivre dans giron mortel de ce groupe au Moyen-Orient.

Alors comment faut-il répondre? Il y a déjà eu un appel, qui ne fera sans doute que s'amplifier, à changer certains aspects de la démocratie, et tout particulièrement de la vie européenne, qui nous rendent vulnérables aux attaques. Il est naturel et humain qu'en présence d'une menace, on veuille fermer les frontières, interrompre la vague de réfugiés, et renforcer les pouvoirs de ceux qui nous protégeraient.

Dans ce climat, il peut être impopulaire d'appeler à la réflexion et l'examen. Mais si l'on a le sentiment que les valeurs de l'Europe sont en danger, alors la dernière façon de protéger ces valeurs serait de les démanteler. Le message moral pour que l'Europe soit un lieu de refuge doit rester inchangé malgré ce qui s'est passé vendredi. L'allégation selon laquelle l'un de meurtriers serait venu en [Europe](#) déguisé en réfugié est éminemment suspecte, la prétendue preuve qu'un passeport syrien a été retrouvé reste hautement discutable. Beaucoup de ceux qui fuient la Syrie le font pour fuir EI. A tout prendre, ces réfugiés pourraient potentiellement représenter un atout majeur dans la lutte contre ce groupe meurtrier.

En Grande Bretagne, certains verront dans la nouvelle loi de Theresa May, édictant de nouveaux pouvoirs d'investigation, une mesure encore plus urgente désormais, après le drame à Paris. Mais jusqu'à ce qu'il soit démontré que la surveillance de masse aurait pu faire la différence dans le scénario mortifère qui vient de ce produire, cet argument doit rester là où il est. Notre point de vue de départ demeure que la surveillance de masse, celle de chacun d'entre nous, n'est ni nécessaire ni efficace. Quand les agences de renseignement recherchent une aiguille dans une botte de foin, rajouter du foin n'est pas la solution. Lorsqu'elles ont besoin d'enquêter sur un individu ou un groupe, elles doivent s'assurer d'avoir au préalable – et normalement elles l'obtiennent- l'autorisation légale de le faire. Par ailleurs, s'il était besoin de le répéter, les sociétés européennes ne défendent pas leurs valeurs lorsqu'elles se retournent contre leurs citoyens musulmans - au contraire, elles violent ces valeurs.

Ce qui nous ramène à la Syrie. La défaite d'EI en Syrie ne fera pas totalement disparaître la menace de la violence djihadiste, mais elle constitue une étape indispensable pour avancer vers cet objectif. Cela nécessite sûrement une action militaire, mais cela ne signifie pas que l'Occident doive prendre en charge tous les combats. La reconquête de Sinjar au Nord de l'Irak, où EI a dû reculer vendredi dernier, est à ce propos plein d'enseignements. La combinaison d'avions militaires américains dans le ciel et de combattants kurdes au sol s'est révélée décisive. Mais le cœur de la réponse doit aussi être diplomatique.

Les pourparlers de Vienne samedi dernier ont rassemblé des protagonistes disparates, notamment la Russie, les USA, l'Iran et l'Arabie Saoudite. Il se peut qu'aujourd'hui – dans la mesure où la Russie réalise que son soutien acharné à Bashar al-Assad se paie d'un lourd tribut – ces pays arrivent à se montrer enfin à la hauteur. Le moment est peut-être venu d'aligner des intérêts auparavant conflictuels. Nous exhortons les autorités de tous ces pays à saisir ce moment - au nom de la Syrie, au nom des innocents morts à Paris, au nom de notre avenir commun.